



**Organisation
panaméricaine
de la Santé**



**Organisation
mondiale de la Santé**
BUREAU RÉGIONAL DES
Amériques

SESSION SPÉCIALE DU COMITÉ EXÉCUTIF

Session virtuelle, 29 mai 2020

CESS1/FR
29 mai 2020
Original : anglais

RAPPORT FINAL

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
Ouverture de la session	3
Questions relatives au Règlement	
Membres du Bureau	4
Adoption de l'ordre du jour.....	5
Questions relatives à la politique des programmes	
Situation financière actuelle et ajustements des priorités stratégiques de l'Organisation panaméricaine de la Santé.....	5
Questions administratives et financières	
Prêt d'urgence de la part du Fonds renouvelable pour l'accès aux vaccins au Fond renouvelable régional pour les fournitures stratégiques de santé publique	10
Clôture de la session	12
Résolutions et décisions	
<i>Résolutions</i>	
CESS1.R1 : Prêt d'urgence de la part du Fonds renouvelable pour l'accès aux vaccins au Fonds renouvelable régional pour les fournitures stratégiques de santé publique.....	13
CESS1.R2 : Situation financière actuelle et ajustements des priorités stratégiques de l'Organisation panaméricaine de la Santé.....	14
<i>Décisions</i>	
CESS1(D1) : Adoption de l'ordre du jour.....	17
Annexes	
Annexe A. Ordre du jour	
Annexe B. Liste des documents	
Annexe C. Liste des participants	

RAPPORT FINAL

Ouverture de la session

1. Une session spéciale du Comité exécutif a eu lieu le 29 mai 2020. La session s'est tenue sur une plateforme virtuelle en raison de la pandémie de COVID-19 en cours. Les représentants des huit membres du Comité exécutif suivants, élus par le Conseil directeur, ont participé à la session : Barbade, Canada, Costa Rica, Équateur, États-Unis d'Amérique, Haïti, Mexique et Pérou. Les représentants des États Membres et des États observateurs suivants ont participé en qualité d'observateurs : Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bahamas, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Cuba, Dominique, El Salvador, Espagne, Grenade, Guatemala, Guyana, Honduras, Jamaïque, Nicaragua, Panama, Paraguay, Portugal, République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Sainte-Lucie, Suriname, Trinidad-et-Tobago, Uruguay et Venezuela (République bolivarienne du).

2. L'Honorable Jeffrey Bostic (Barbade, Président du Comité exécutif) a ouvert la session et a souhaité la bienvenue aux participants, notant que la session avait été convoquée par la Directrice du Bureau sanitaire panaméricain (le Bureau ou BSP) afin d'examiner certaines questions qui préoccupent gravement l'OPS. Il a souligné l'importance et la portée de l'ordre du jour et s'est dit préoccupé par le non-paiement des contributions fixées et de certaines contributions volontaires par les États Membres, dans la mesure où cela plaçait l'Organisation au bord de l'insolvabilité. Il a fait remarquer que tous les États Membres bénéficiaient de la coopération technique de l'OPS, notant que pendant près de 120 ans, l'Organisation avait travaillé aux côtés des États Membres pour renforcer les capacités nationales et régionales en matière de santé publique, consolider les systèmes de santé et permettre une meilleure prise de décision au moyen de données et d'éléments de preuve. Il a également fait remarquer que, plus récemment, l'Organisation avait travaillé en étroite collaboration avec les États Membres pour faire face à la pandémie de COVID-19, tout en s'attachant à protéger les acquis en matière de santé publique obtenus au fil des ans. Il a réitéré la nécessité pour les États Membres de travailler ensemble afin de trouver un moyen de garantir que l'OPS puisse survivre et continuer à servir la Région.

3. Le Dr Carissa Etienne (Directrice du BSP) a souhaité à son tour la bienvenue à tous les participants et a rendu hommage aux agents de santé en première ligne partout dans le monde pour leur courage et leur force morale dans la riposte à la pandémie de COVID-19 et a invité le Comité à observer une minute de silence à la mémoire des personnes décédées de la COVID-19 et pour tous ceux qui étaient malades et souffraient.

4. Le Comité a observé une minute de silence.

5. La Directrice a expliqué qu'elle avait décidé de convoquer une session spéciale du Comité exécutif moins d'un mois avant la session ordinaire de juin pour trois raisons. Premièrement, elle a estimé qu'elle ne pouvait pas attendre plus longtemps pour informer les États Membres de la situation financière désastreuse à laquelle l'OPS est confrontée.

Deuxièmement, en informant le Comité de la situation dès maintenant, elle espérait qu'il serait possible d'avoir une discussion fructueuse sur d'autres questions importantes au cours de la session de juin. En outre, si le Comité approuve la création d'un Groupe de travail des États Membres (GTEM), comme proposé dans le document CESS1/2, il serait important que ce groupe de travail commence ses travaux dès que possible afin que des recommandations utiles soient prêtes pour être examinées par le Conseil directeur en septembre. Enfin, le BSP a reçu de nombreuses demandes urgentes des États Membres pour l'achat de fournitures médicales liées à l'urgence de la COVID-19 dans le cadre du Fonds renouvelable régional pour les fournitures stratégiques de santé publique (« Fonds stratégique »). Elle a donc jugé important de soumettre dès maintenant au Comité la proposition d'augmentation de la capitalisation du Fonds (document CESS1/3), plutôt que d'attendre le mois de juin.

6. La Directrice a souligné que l'OPS se trouve à un tournant. La situation de non-paiement des contributions fixées, déjà grave en 2019, s'est maintenant considérablement détériorée. Les montants actuellement impayés sont si importants qu'ils compromettent la capacité de l'OPS à poursuivre ses activités. En effet, le *National Audit Office* du Royaume-Uni et de l'Irlande du Nord (NAO), le Commissaire aux comptes de l'Organisation, a exprimé des inquiétudes quant au maintien de la viabilité financière de l'OPS. Elle a donc demandé au NAO de reporter la publication de son opinion sur les états financiers de l'Organisation pour 2019 jusqu'à ce que la situation financière soit plus claire. L'OPS n'a jamais reçu d'opinion d'audit assortie de réserves dans son histoire, et une telle opinion pourrait avoir de graves ramifications pour les relations avec les donateurs et les partenaires.

7. La Directrice a rappelé que, en 2019, les États Membres avaient approuvé un budget programme prévoyant une croissance nominale zéro des contributions fixées pour la période biennale 2020-2021, ce qui, en termes réels, s'était traduit par une réduction d'environ 3 %. Dans le même temps, les États Membres ont fixé des objectifs techniques ambitieux et ont demandé au Bureau de les réaliser. Afin de contenir les coûts, le Bureau a réduit son personnel, ce qui signifie que le personnel restant a été obligé d'assumer des responsabilités supplémentaires afin de continuer à répondre aux besoins de coopération technique. Elle a fait observer que le Bureau a donc dû faire plus avec moins, tant en termes de budget que de personnel. Cependant, malgré les mesures de maîtrise des coûts qu'elle a mises en œuvre – y compris les réductions de personnel, le gel des embauches et la réduction de toutes les dépenses, sauf les plus essentielles – le Bureau est confronté à une situation de trésorerie catastrophique et est gravement limité en termes de soutien qu'il est en mesure d'apporter, même aux États Membres qui en ont le plus besoin.

8. Elle demandait donc au Comité exécutif de l'autoriser à utiliser les outils financiers et de gestion nécessaires pour maintenir l'Organisation à flot et de travailler avec elle pour tracer la voie à suivre. Par ailleurs, afin d'éviter les douloureuses coupes et restructuration organisationnelle évoquées dans le document CESS1/2, elle a exhorté les États Membres à verser l'intégralité de leurs contributions fixées, y compris les arriérés éventuels.

Questions relatives au Règlement

Membres du Bureau

9. Les membres suivants élus à la 165^e session du Comité en octobre 2019 (décision CE165[D1]) ont continué à occuper leurs fonctions respectives pendant la session spéciale :

<i>Président :</i>	Barbade	(Hon. Jeffrey D. Bostic)
<i>Vice-président :</i>	États-Unis d'Amérique	(Mme Rachel Owen)
<i>Rapporteur :</i>	Mexique	(Mme Martha Caballero)

10. La Directrice du Bureau sanitaire panaméricain, le Dr Carissa Etienne, a exercé les fonctions de secrétaire de droit, et la Directrice adjointe, Mme Mary Lou Valdez, les fonctions de secrétaire technique.

Adoption de l'ordre du jour (document CESS1/1)

11. En vertu de l'article 9 de son Règlement intérieur, le Comité a adopté, sans modification, l'ordre du jour provisoire préparé par la Directrice (décision CESS1 [D1]).

Questions relatives à la politique des programmes

Situation financière actuelle et ajustements des priorités stratégiques de l'Organisation panaméricaine de la Santé (document CESS1/2)

12. M. Dean Chambliss (Directeur du Département de la planification et du budget du BSP), qui a présenté le document CESS1/2, a souligné que, bien que ce document porte principalement sur la situation financière, toutes les ressources de l'Organisation, financières et humaines, sont utilisées dans l'unique but d'accomplir la mission de l'OPS qui consiste à diriger les efforts de collaboration stratégique entre les États Membres et les autres partenaires afin de promouvoir l'équité en santé, de lutter contre les maladies, d'améliorer la qualité de la vie des populations des Amériques et de la prolonger. Il a expliqué que les raisons de la crise financière qui touche actuellement l'Organisation tenaient aux niveaux historiques de non-paiement des contributions fixées de certains États Membres depuis 2019 et à l'interruption par le Gouvernement des États-Unis de son financement à l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), qui était également appliqué à l'OPS. Le document indiquait les montants dus au 30 avril 2020, y compris les arriérés des années précédentes. Il a noté qu'un total d'US\$ 164,6 million¹ de contributions fixées restaient impayés, dont un montant sans précédent de \$63,8 millions pour 2019. Depuis le 30 avril, certains paiements supplémentaires avaient été reçus, sans toutefois modifier de manière significative la nature de la situation financière.

¹ Sauf stipulation contraire, toutes les valeurs monétaires dans le présent document sont exprimées en dollars des États-Unis.

13. Il a expliqué que les contributions fixées représentent environ 55 % du financement flexible total, qui est essentiel pour la plupart des programmes de l'OPS et financent plus de 40 % des dépenses des bureaux de pays. Pour 15 États Membres, plus de 95 % des activités de coopération technique de l'OPS dépendent de financements flexibles. Par conséquent, toute réduction du financement flexible a un impact direct sur la capacité de coopération technique de l'Organisation.

14. Il était fait référence dans le document à un « scénario le plus défavorable », dans lequel plus aucun paiement au titre des contributions fixées n'est versé par les États-Unis d'Amérique et les paiements des autres pays baissent de 17 % alors que les fonds flexibles de l'OMS sont réduits de 15 % pour 2021. Dans un tel scénario, le déficit de trésorerie projeté serait de \$36,0 millions pour 2020 et de \$121,8 millions pour la période biennale 2020-2021. En attendant de recevoir de nouvelles contributions fixées, le Bureau estimait qu'il n'avait d'autre choix que de fonctionner selon le scénario le plus défavorable.

15. Le document décrivait les réductions de personnel et les autres mesures de maîtrise des coûts déjà mises en œuvre. En raison des problèmes de trésorerie, le financement flexible pour les activités et le personnel à court terme avait été considérablement réduit. À titre d'illustration, \$100 millions avaient été affectés en 2018 pour les dépenses des programmes techniques et au sein des pays membres. En 2020, ce chiffre n'était plus que de \$22 millions, dont \$13,5 millions pour les dépenses de fonctionnement générales obligatoires, ce qui ne laissait que \$8,5 millions pour l'ensemble de la Région pour les activités de coopération technique, le personnel à court terme et les activités liées aux fonctions d'appui. Par conséquent, à moins que des contributions fixées supplémentaires ne soient reçues, il sera nécessaire de se séparer du personnel à court terme, y compris certains membres du personnel qui soutiennent la riposte de l'Organisation à la COVID-19.

16. M. Chambliss a conclu sa présentation en notant que, à l'heure actuelle, les bureaux de pays couvraient à peine leurs frais de fonctionnement, une situation qui a gravement limité la capacité de l'OPS à répondre aux besoins au niveau des pays. Si le scénario le plus défavorable se concrétisait en 2021, il faudrait réduire les dépenses de personnel à durée déterminée de quelque \$50 millions, soit environ 25 %, ce qui nécessiterait alors une restructuration majeure de l'Organisation et une révision de ses priorités stratégiques. En revanche, si les contributions fixées étaient versées, des mesures aussi draconiennes pourraient être évitées ou inversées.

17. Le Comité a été invité à envisager d'autoriser deux options d'emprunt pour financer les dépenses opérationnelles à titre temporaire : un emprunt interne d'un montant maximum de \$15 millions sur le solde existant du Fonds directeur d'investissement et un emprunt externe sur le marché commercial d'un montant ne dépassant pas \$50 millions, à rembourser sur une période maximale de cinq ans. Le Comité a également été invité à approuver le mécanisme de congé administratif temporaire du personnel décrit dans le document. En outre, le Comité a été invité à créer un Groupe de travail des États Membres pour travailler avec le Bureau à la révision des priorités stratégiques de l'OPS pour 2020-2021. Le mandat du groupe de travail est énoncé dans une annexe au document CESS1/2.

18. Le Comité exécutif s'est dit préoccupé par la situation financière sombre de l'Organisation et a souligné l'importance cruciale du travail de l'OPS, en particulier dans le contexte actuel de la pandémie de COVID-19. De nombreux délégués ont exprimé leur gratitude pour le soutien que leur pays a reçu de l'Organisation dans la riposte à la pandémie et ont souligné la nécessité de maintenir la solidarité et le panaméricanisme qui ont caractérisé l'OPS tout au long de son histoire. Les délégués ont exhorté les États Membres à s'acquitter de leurs obligations financières envers l'Organisation, certains notant que leurs gouvernements avaient déjà payé intégralement leurs contributions fixés et d'autres indiquant que leurs autorités sanitaires s'attachaient à faire en sorte que leurs gouvernements respectent leur engagement financier envers l'Organisation. Le délégué du Canada a annoncé que son gouvernement prévoyait de verser une contribution supplémentaire de CAN\$ 7,5 millions pour soutenir les activités de l'OPS dans la lutte contre la pandémie de COVID-19. Par ailleurs, plusieurs délégués ont souligné qu'en raison de la crise économique résultant de la pandémie il était difficile pour de nombreux pays de remplir leurs obligations financières envers l'Organisation et que cela retarderait probablement encore le paiement des contributions fixées.

19. La déléguée des États-Unis, indiquant qu'elle souhaitait clarifier la situation relative aux contributions de son gouvernement, a déclaré que les États-Unis effectuaient habituellement leurs paiements à l'OPS sur une base trimestrielle, avec un retard de deux trimestres en raison de leur situation financière. À ce jour, les États-Unis ont payé 50 % de leur contribution fixée pour 2019 et n'ont rien payé au titre de leur contribution pour 2020. Le montant dû figurant dans le tableau 2 du document CESS1/2 comprend des montants que les États-Unis ne paieraient pas normalement à ce stade, y compris des montants pour l'année civile 2020.

20. Le Comité a remercié la Directrice pour son leadership proactif face aux difficultés financières de l'Organisation et pour les mesures prises en matière de maîtrise des coûts. Il a toutefois été suggéré que le contexte actuel nécessitait un exercice plus approfondi visant à améliorer la responsabilité et la transparence de l'Organisation et à renforcer son efficacité. En ce qui concerne les mesures proposées dans le document CESS1/2, les délégués ont exprimé leur soutien pour l'emprunt interne auprès du Fonds directeur d'investissement, mais pas pour l'emprunt externe auprès de sources commerciales, une déléguée faisant remarquer que la législation nationale de son pays interdisait le paiement d'intérêts liés aux emprunts externes. Un autre délégué a suggéré que l'ensemble des membres de l'OPS devrait être consulté sur les options d'emprunt potentielles et a proposé que la discussion de ces options soit donc reportée à la 58^e session du Conseil directeur en septembre.

21. Les délégués ont unanimement soutenu la formation d'un GTEM chargé d'examiner les priorités stratégiques de l'Organisation et ont avalisé le mandat défini à l'annexe A du document CESS1/2. Un délégué a toutefois suggéré que le mandat devrait comprendre l'analyse d'un document qui serait préparé par le Bureau et qui présenterait un large éventail de mesures d'austérité, y compris un examen des salaires de la haute direction du Bureau, ce qui permettrait de réduire le fardeau financier de l'Organisation et de ses États Membres, tout en lui permettant de continuer à s'acquitter de ses mandats.

22. Les délégués ont exprimé un soutien assorti de réserves à l'idée de congé administratif temporaire du personnel, soulignant que ces congés administratifs devraient être une mesure de dernier recours. Des éclaircissements ont été demandés sur la compensation accordée au personnel en congé administratif temporaire pour les heures réduites ainsi que sur l'impact qu'auraient ces congés administratifs temporaires sur les prestations et les droits s'ils dépassent l'équivalent horaire de 30 jours. La nécessité d'une communication claire avec le personnel afin d'éviter toute attente de salaire rétroactif a été soulignée. Une déléguée a demandé s'il serait possible de limiter les congés administratifs temporaires uniquement aux membres du personnel jugés non essentiels.

23. Il a été souligné que toute mesure de réduction du personnel ou de congé administratif temporaire devrait être prise en veillant à protéger les pays prioritaires de l'Organisation et les petits bureaux de pays. À cette fin, une déléguée a suggéré que les dépenses de fonctionnement du siège de l'OPS et des bureaux de pays comptant le plus grand nombre d'employés devraient être revues dans le but de trouver un équilibre afin que les petits bureaux de pays ne soient pas touchés de manière disproportionnée par les réductions de personnel éventuelles. Il a également été suggéré que toute décision concernant les réductions de personnel ou les congés administratifs temporaires devrait être guidée par les recommandations des États Membres concernant la révision des priorités stratégiques et devrait donc être reportée jusqu'à ce que le GTEM ait achevé l'exercice de redéfinition des priorités.

24. M. Chambliss a remercié les délégués de reconnaître ainsi le travail réalisé par l'OPS et a déclaré que, à moins que les contributions fixées ne soient reçues très bientôt, il serait nécessaire de prendre des mesures qui rendraient l'Organisation pratiquement méconnaissable. Le soutien que le Bureau est en mesure d'apporter aux États Membres, y compris le soutien à l'intérieur des pays, serait considérablement réduit. Des mesures devraient être prises immédiatement, surtout si l'option d'un emprunt externe n'est pas approuvée.

25. M. Gerald Anderson (Directeur de l'administration du BSP) a assuré le Comité que les congés administratifs temporaires seraient un dernier recours, après que toutes les autres mesures de maîtrise des coûts aient été épuisées. Comme l'indique le document, la Directrice a le pouvoir, en vertu du Statut et du Règlement du personnel de l'OPS, de mettre le personnel en congé spécial sans traitement. La proposition était que tout le personnel à durée déterminée verrait son salaire net réduit de l'équivalent d'un certain nombre d'heures par mois. Les membres du personnel resteraient toutefois employés, sans incidence sur leurs prestations. Le personnel ne serait pas payé ultérieurement pour les heures réduites, mais recevrait un congé compensatoire pour ces heures. Quant à savoir si les congés administratifs pourraient ne concerner que certaines catégories de personnel, telles que le personnel non essentiel ou le personnel n'étant pas concerné par les urgences, le Bureau a estimé, en se fondant sur la jurisprudence des tribunaux des Nations Unies, qu'il ne pouvait pas différencier un groupe particulier au sein d'une catégorie de personnel. Les congés administratifs devraient s'appliquer de la même manière à tous les membres du personnel de toutes les catégories. Les congés administratifs constitueraient une mesure temporaire

et ne sauraient se substituer à la restructuration qui pourrait avoir lieu dans le cadre du scénario le plus défavorable décrit dans le document.

26. La Directrice a rappelé que l'OPS avait été créée 117 ans plus tôt par des républiques qui se préoccupaient non seulement de la santé en soi, mais aussi de ses implications pour le commerce et l'économie. L'OPS a toujours fonctionné selon le principe de la solidarité, et pour cause : lorsque l'Organisation pouvait contenir ou arrêter une épidémie dans l'un de ses pays les plus faibles, tous les pays, y compris les plus grands et les plus riches, étaient protégés.

27. Elle avait écouté attentivement les commentaires des délégués concernant le rôle essentiel que l'OPS a joué dans le développement de la santé dans leurs pays. Elle avait également entendu leurs appels à une plus grande efficacité. Elle n'avait pas entendu beaucoup d'États Membres appeler au paiement rapide des contributions fixées, ce qui était décevant. Elle a fait observer que le paiement des contributions fixées est une obligation et une dette que les États Membres continueront à devoir et il leur faudrait au bout du compte trouver un moyen de payer. Elle les appelle à le faire dès maintenant, plutôt que d'attendre des mois ou des années, lorsque que la situation serait pire encore.

28. Sous son administration, les États Membres avaient participé pleinement à la planification stratégique et à l'établissement des priorités de l'Organisation et avaient été tenus informés des efforts déployés par le Bureau pour introduire des gains d'efficacité. Elle a affirmé que le Bureau continuera à travailler avec les États Membres pour redéfinir les priorités et rechercher des gains d'efficacité. Mais les États Membres devaient comprendre que le Bureau fonctionnait déjà avec des niveaux de ressources humaines minimaux, et que toute nouvelle perte de personnel réduirait sa capacité à fournir une coopération technique. Sans le paiement immédiat des contributions fixées, le Bureau n'aura d'autre choix que d'adopter certaines des mesures draconiennes proposées dans le document. Ces mesures auraient inévitablement un impact sur les programmes techniques que l'Organisation pourrait mettre en œuvre et pourraient bien entraîner une transformation de la structure de l'Organisation, y compris la fermeture de bureaux de pays. Elles pourraient ainsi conduire à décimer une organisation qui a bien servi la Région pendant plus d'un siècle.

29. Se référant à la suggestion de reporter toute décision concernant les réductions de personnel ou les congés administratifs jusqu'à ce que le GTEM ait terminé sa révision des priorités stratégiques de l'Organisation, elle a souligné que le GTEM ne présenterait pas ses recommandations avant septembre et a insisté sur le fait que le Bureau devait agir bien avant cette date, faute de quoi l'Organisation deviendrait insolvable avant le mois de septembre.

30. Le projet de résolution figurant à l'annexe B du document CESS1/2 a été modifié pour tenir compte de divers points soulevés lors de la discussion. En particulier, une référence à la protection des pays prioritaires de l'OPS a été ajoutée, l'option d'emprunt externe auprès de sources commerciales a été supprimée et un paragraphe a été ajouté demandant à la Directrice, en consultation et en coordination avec le GTEM, de préparer

un large éventail de mesures d'austérité, y compris un examen de la structure organisationnelle du BSP et des salaires de sa haute direction, à soumettre pour examen au 58^e Conseil directeur. En outre, la Directrice a été priée de soumettre au Comité, à sa 166^e session en juin, un rapport sur l'état des finances de l'Organisation et les mesures mises en œuvre pour réaliser des économies, ainsi qu'un exposé détaillé des conséquences si l'Organisation ne recevait pas de nouvelles contributions fixées et n'avait pas accès à un emprunt externe.

31. Le Comité a adopté la résolution telle qu'amendée (résolution CESS1.R2).

Questions administratives et financières

Prêt d'urgence de la part du Fonds renouvelable pour l'accès aux vaccins au Fonds renouvelable régional pour les fournitures stratégiques de santé publique (document CESS1/3)

32. Le Dr James Fitzgerald (Directeur du Département des systèmes et services de santé du BSP) a présenté le document CESS1/3, qui propose de transférer jusqu'à \$50 millions du Fonds renouvelable pour l'accès aux vaccins (le Fonds renouvelable) au Fonds renouvelable régional pour les fournitures stratégiques de santé publique (le Fonds stratégique) afin de répondre aux besoins urgents des États Membres de l'OPS et de permettre l'achat de fournitures essentielles liées à l'urgence de la pandémie de COVID-19 par l'entremise du Fonds stratégique. Il a passé en revue l'historique des deux fonds, notant qu'ils constituaient un élément essentiel de la coopération technique de l'OPS pour la réalisation des objectifs de santé publique dans les Amériques. Grâce à la mise en commun de la demande et aux économies d'échelle, ils ont permis aux États Membres d'avoir accès à des vaccins, des médicaments essentiels et des fournitures sanitaires de qualité à des prix abordables. Ils ont aussi soutenu la réalisation des objectifs des programmes nationaux de santé et ont accru la capacité de riposte aux flambées épidémiques et aux situations d'urgence.

33. Le Dr Fitzgerald a noté que la Région est confrontée à des défis sans précédent pour avoir accès aux fournitures liées à la COVID-19, et les pays connaissent de graves pénuries. Les petits pays, qui ont un pouvoir d'achat plus faible, ont été particulièrement touchés. Dans le cadre du Fonds stratégique, le Bureau a travaillé en étroite collaboration avec les États Membres pour leur permettre d'avoir accès aux fournitures nécessaires et renforcer la coordination de la planification de la demande et de l'offre. Toutefois, pour que le Fonds stratégique puisse répondre à cette énorme demande, il était nécessaire d'augmenter son niveau de capitalisation.

34. Comme indiqué dans le document, le montant du compte de capital du Fonds stratégique s'élève actuellement à \$20 millions, tandis que le montant du compte de capital du Fonds renouvelable se monte à \$219 millions. La proposition de prêt d'urgence à hauteur de \$50 millions du Fonds renouvelable au Fonds stratégique permettrait d'accroître la capacité de réponse de ce dernier et de sécuriser les fournitures nécessitant un paiement immédiat ou un paiement anticipé partiel, d'accroître la collaboration avec les fournisseurs,

d'assurer une offre de qualité à des prix abordables et d'augmenter la mise en commun de la demande et de l'offre, en particulier pour les petits États Membres. Les fonds transférés depuis le Fonds renouvelable seront remboursés par le Fonds stratégique par versements successifs au cours de la période biennale 2020-2021, et la situation du prêt d'urgence fera l'objet d'un rapport au Comité exécutif au cours de la période biennale. Des contrôles de gestion appropriés seront mis en place pour garantir qu'il n'y ait pas d'effets négatifs sur la capacité du Bureau à soutenir les États Membres participant au Fonds renouvelable au cours des 18 prochains mois.

35. Le Comité exécutif a salué les efforts du Bureau pour aider les pays à lutter contre la pandémie, notamment par l'entremise du Fonds stratégique, et a exprimé son soutien à cette proposition. Néanmoins, les délégués ont demandé des assurances que le transfert de fonds n'aura pas d'effets négatifs sur la capacité des pays à avoir accès à des vaccins non liés à la pandémie. La nécessité de continuer à mettre en œuvre les programmes de vaccination systématique et de maintenir des taux de couverture vaccinale élevés a été soulignée. Il a été demandé au Bureau d'indiquer si une éventuelle forte demande pour un vaccin contre la COVID-19 avait été prise en compte dans les prévisions des besoins en vaccins des pays au cours des 18 prochains mois.

36. Un délégué a demandé s'il serait possible d'appliquer un mécanisme de compensation aux termes duquel les 3 % de frais d'acquisition pour les fournitures achetées dans la cadre du Fonds stratégique pourraient être transférés au Fonds renouvelable. Ce même délégué a demandé quels mécanismes l'Organisation envisageait de mettre en œuvre pour garantir que l'achat de fournitures dans le cadre du Fonds stratégique se ferait dans les meilleures conditions possibles et avec un équilibre coûts-avantages des fournitures achetées. Un autre délégué a souligné la nécessité d'assurer à la fois des prix favorables et une bonne qualité des produits achetés. Un troisième délégué a demandé des précisions sur la fréquence des rapports soumis au Comité exécutif sur l'état du prêt d'urgence.

37. Le Dr Fitzgerald a assuré le Comité que le Bureau était déterminé à appliquer les contrôles nécessaires, comme indiqué dans le document, et qu'il mettrait tout en œuvre pour garantir la disponibilité de niveaux de financement suffisants pour permettre aux États Membres de continuer à accéder à la ligne de crédit pour l'achat de vaccins par l'entremise du Fonds renouvelable. Toutefois, le Bureau exhortait tous les États Membres à effectuer des paiements anticipés aux deux Fonds, dans la mesure où cela permettrait de libérer des capitaux et permettrait à un plus grand nombre de pays de se prévaloir des lignes de crédit pour effectuer des achats par le biais des deux Fonds. Le Bureau suit de près les divers efforts de développement d'un vaccin contre la COVID-19 et veillera à ce que des financements soient disponibles dans le cadre du mécanisme du Fonds renouvelable afin d'accroître rapidement l'accès au vaccin une fois disponible.

38. En ce qui concerne les questions d'efficacité, de coût et de prix, le Bureau a travaillé avec les pays pour mettre en œuvre les meilleures pratiques en matière de passation de marchés internationaux. Diverses stratégies ont été employées, selon que les produits étaient disponibles auprès d'une seule ou de plusieurs sources. Les stratégies ont été différenciées de cette manière afin d'assurer un équilibre efficace entre les prix abordables

et l'assurance qualité. En ce qui concerne les frais d'achat de 3 %, le Bureau a toujours veillé à ce que les recettes collectées par le biais de ces redevances soient utilisées exclusivement pour soutenir les activités des mécanismes du Fonds renouvelable, et il continuera à le faire. Pour ce qui est des rapports, le Bureau soumettra des rapports sur l'état du prêt d'urgence au Comité exécutif lors de sa 167^e session en octobre 2020 et de sa 168^e session en juin 2021.

39. La Directrice a affirmé que le Bureau prendrait toutes les mesures possibles pour que le Fonds renouvelable puisse répondre aux besoins des États Membres en matière de vaccins, tout en les aidant à avoir accès aux fournitures liées à la COVID-19 dans le cadre du Fonds stratégique. Il sera demandé aux États Membres de payer un minimum de 50 % d'avance pour passer des commandes par le biais du Fonds stratégique. Elle a ajouté qu'elle suivrait personnellement l'impact de tout transfert de fonds afin de s'assurer que le Fonds renouvelable dispose toujours des ressources nécessaires pour permettre aux États Membres d'avoir accès à la fois aux vaccins de routine et au vaccin contre la COVID-19, lorsque celui-ci serait disponible.

40. Le Comité a adopté la résolution CESS1.R1, approuvant la proposition de prêt d'urgence du Fonds renouvelable au Fonds stratégique.

Clôture de la session

41. La Directrice a déclaré qu'elle espérait que les États Membres étaient pleinement conscients de l'importance du processus qui avait été engagé au cours de la session. Elle fait remarquer que peu de délégués ont parlé sérieusement de sauver l'Organisation. Les participants à la réunion ont effectivement présidé à ce qui pourrait bien être le début du démantèlement de la solidarité en matière de santé, avec des implications pour la santé et le bien-être de beaucoup. Elle a encouragé les délégués à informer leurs présidents de la situation.

42. Elle a souligné que la génération actuelle de dirigeants doit chercher à préserver pour la prochaine génération l'esprit de solidarité et les acquis en matière de santé dans les Amériques. Les pays de la Région doivent être unis dans leur détermination à réussir, faute de quoi ils échoueront ensemble.

43. Le Président a remercié la Directrice pour sa passion et son leadership de l'Organisation et l'a assurée que l'Organisation était trop importante aux yeux des États Membres pour qu'ils la laissent périliter. Il a exhorté les États Membres à payer l'intégralité de leurs contributions fixées.

44. Après l'échange habituel de politesses, le Président a déclaré la clôture de la session spéciale du Comité exécutif.

Résolutions et décisions

45. Les décisions et résolutions approuvées par le Comité exécutif au cours de la session extraordinaire sont les suivantes :

Résolutions

CESS1.R1 Prêt d'urgence de la part du Fonds renouvelable pour l'accès aux vaccins au Fonds renouvelable régional pour les fournitures stratégiques de santé publique

LA SESSION SPÉCIALE DU COMITÉ EXÉCUTIF,

Ayant examiné le rapport de la Directrice du Bureau sanitaire panaméricain (BSP) sur la proposition de prêt d'urgence par le Fonds renouvelable pour l'accès aux vaccins au Fonds renouvelable régional pour les fournitures stratégiques de santé publique (document CESS1/3) ;

Notant qu'au 30 avril 2020, le compte de capital du Fonds renouvelable pour l'accès aux vaccins (le Fonds renouvelable) présente un solde disponible d'US\$ 23 millions sur un solde total d'environ \$219 millions, suffisant pour assurer la disponibilité de crédits à court terme pour répondre aux besoins en vaccins des États Membres qui participent au Fonds renouvelable ;

Notant avec préoccupation qu'au 30 avril 2020, le solde disponible du compte de capital du Fonds renouvelable régional pour les fournitures stratégiques de santé publique (le Fonds stratégique) n'est que de \$2 millions, soit un niveau de capitalisation et un solde de liquidités disponible insuffisants pour répondre aux besoins des États Membres qui participent au Fonds stratégique ;

Reconnaissant le besoin projeté de fournitures de santé liées à la pandémie de COVID-19 parmi les États Membres qui participent au Fonds stratégique,

DÉCIDE :

1. D'autoriser la Directrice à faire ce qui suit :
 - a) fournir au compte de capital du Fonds stratégique un prêt interne d'urgence d'un montant maximum de \$50 millions, consistant en des transferts de fonds à court terme, limités et successifs, à partir du compte de capital du Fonds renouvelable ;
 - b) déterminer les montants et le calendrier des transferts au compte de capital du Fonds stratégique, à concurrence du montant total maximum du prêt de \$50 millions, en fonction de la disponibilité des fonds du compte de capital du Fonds renouvelable et des besoins programmatiques des États Membres participants en matière de

- vaccins, de seringues, d'équipements de la chaîne du froid et de fournitures liées à l'urgence de la pandémie de COVID-19 ;
- c) définir un calendrier de remboursement pour la période biennale 2020-2021 pour le remboursement intégral par versements successifs au Fonds renouvelable par le Fonds stratégique des prêts qui lui ont été accordés ;
 - d) appliquer des contrôles financiers et de gestion appropriés pour s'assurer qu'il n'y a pas d'impact négatif sur la capacité du BSP à soutenir les États Membres participant au Fonds renouvelable au cours des 18 prochains mois ;
 - e) faire rapport au Comité exécutif lors de ses 167^e et 168^e sessions sur la situation de ce prêt d'urgence, y compris sur son efficacité et son remboursement.
2. De demander instamment à tous les États Membres de veiller à ce que les fonds soient garantis et disponibles pour les transférer au BSP afin d'effectuer des paiements anticipés aux fournisseurs au nom des États Membres, dans le but d'acquies sans délai les quantités demandées de fournitures liées à l'urgence de la pandémie de COVID-19 sur le marché actuel fragile, en vue de garantir le fonctionnement efficace du prêt d'urgence et d'en tirer parti au mieux.

(Première réunion, le 29 mai 2020)

CESS1.R2 Situation financière actuelle et ajustements des priorités stratégiques de l'Organisation panaméricaine de la Santé

LA SESSION SPÉCIALE DU COMITÉ EXÉCUTIF,

Ayant examiné la *Situation financière actuelle et ajustements des priorités stratégiques de l'Organisation panaméricaine de la Santé* (document CESS1/2) ;

Notant que la situation financière actuelle de l'Organisation panaméricaine de la Santé (OPS) est intenable en raison du non-paiement de US\$ 164,6 millions de contributions fixées dues par plusieurs États Membres de l'OPS au 30 avril 2020 ;

Reconnaissant qu'en l'absence de paiement des montants importants de contributions fixées dues, l'Organisation sera tenue dans un avenir très proche de prendre des mesures radicales, y compris des mesures ayant une incidence sur les priorités stratégiques de l'Organisation, ainsi que sur son financement, sa dotation en personnel et sa structure ;

Étant entendu que, bien que la Directrice du Bureau sanitaire panaméricain (BSP) ait le pouvoir de prendre des décisions financières et en matière de personnel concernant l'Organisation et de mettre en œuvre des changements organisationnels majeurs, en raison du scénario actuel de financement fortement réduit (à savoir le « scénario le plus défavorable »), la Directrice sollicite l'approbation et les orientations des États Membres,

comme approprié, avant de mettre en œuvre des mesures qui peuvent comprendre des emprunts internes, la nécessité de libérer de leur service une grande partie des effectifs de l'OPS, des réductions du salaire net des membres du personnel de l'OPS, l'interruption de programmes techniques et d'autres mesures critiques ;

Compte tenu des mesures d'économie importantes déjà prises par le BSP en vue de réduire les dépenses organisationnelles,

DÉCIDE :

1. De féliciter la Directrice d'avoir convoqué la session spéciale du Comité exécutif afin de traiter de la situation financière extrêmement difficile à laquelle l'Organisation fait face.
2. De prendre note de la *Situation financière actuelle et ajustements des priorités stratégiques de l'Organisation panaméricaine de la Santé* (document CESS1/2).
3. De reconnaître que les priorités stratégiques et les allocations budgétaires approuvées dans le budget programme de l'Organisation panaméricaine de la Santé 2020-2021 (*Document officiel 358*) et ses résolutions associées seront impossibles à réaliser dans le scénario de financement le plus défavorable envisagé.
4. De créer un Groupe de travail des États Membres chargé d'examiner les priorités stratégiques de l'OPS pour 2020-2021, dont le mandat figure en annexe.
5. D'accorder à la Directrice le pouvoir d'emprunter des fonds afin de financer les dépenses du budget programme 2020-2021 en attendant de recevoir les contributions fixées, à la lumière des articles 8.5 et 9.5 du Règlement financier de l'OPS, comme suit :
 - a) Le pouvoir à titre exceptionnel, jusqu'au 31 décembre 2021, d'emprunter jusqu'à un montant maximum de \$15 millions sur le Fonds directeur d'investissement.
6. D'approuver la proposition de la Directrice d'exercer son pouvoir aux termes de l'article 650.2 du Règlement du personnel de l'OPS comme suit :
 - a) Mettre en œuvre un congé administratif temporaire en plaçant tous les membres du personnel du BSP, y compris ceux des catégories professionnelle et supérieure, des services généraux et les fonctionnaires recrutés sur le plan national, en congé spécial sans traitement pour un nombre d'heures déterminé par mois avec une réduction du salaire net proportionnelle au nombre d'heures de congé administratif prises, mais sans incidence sur les congés annuels, les prestations ou les droits accumulés des membres du personnel, tout en protégeant les pays prioritaires de l'OPS ;

- b) Ne mettre en œuvre un congé administratif temporaire qu'après que toutes les autres mesures d'économie raisonnables auront été prises par l'Organisation et que toutes les sources de financement applicables auront été épuisées.
7. De demander à la Directrice qu'elle élabore, en consultation et avec la coordination du Groupe de travail des États Membres, un large éventail de mesures d'austérité qui comprend une révision de la structure organique du Bureau sanitaire panaméricain, ainsi que des salaires des membres de la Direction exécutive, et de soumettre ces mesures pour considération lors du prochain Conseil directeur de l'Organisation.
8. De demander à la Directrice du BSP qu'elle présente un rapport sur la situation financière de l'Organisation et sur les mesures mises en œuvre pour réaliser des économies de coûts, ainsi qu'un compte-rendu détaillé des conséquences au cas où l'Organisation ne reçoit pas les contributions fixées ou n'a pas accès à des emprunts externes, à la 166^e session du Comité exécutif en juin 2020 et au 58^e Conseil directeur en octobre 2020.
9. D'exhorter tous les États Membres à procéder au paiement immédiat et dans leur totalité de toutes les contributions fixées qui restent dues.

Annexe

Annexe

**Groupe de travail des États Membres chargé d'examiner
les priorités stratégiques de l'OPS pour 2020-2021**

Mandat

- a) **Objectifs :**
- i. Fournir des contributions et des conseils à la Directrice du Bureau sanitaire panaméricain (BSP) concernant les priorités stratégiques de l'Organisation panaméricaine de la Santé (OPS) dans le scénario de financement le plus défavorable décrit dans *Situation financière actuelle et ajustements des priorités stratégiques de l'Organisation panaméricaine de la Santé* (document CESS1/2). Des révisions des priorités résultant de la crise due à la COVID-19 pourraient également être envisagées.
 - ii. Préparer une série de recommandations écrites à l'intention du 58^e Conseil directeur concernant les priorités stratégiques révisées de l'Organisation.

- b) **Composition** : le Groupe de travail des États Membres (GTEM) sera composé de tous les membres actuels du Comité exécutif et de tout autre État Membre qui envoie une demande écrite en vue de faire partie du groupe de travail. Ces demandes devront inclure le(s) nom(s) de la (des) personne(s) nommées pour participer au groupe de travail, être adressées au Président actuel du Comité exécutif (le ministre de la Santé de la Barbade), être soumises au Bureau des Organes directeurs de l'OPS et être reçues d'ici au 12 juin 2020.
- c) **Calendrier** : le GTEM commencera ses travaux le 16 juin 2020 et les conclura pour le 58^e Conseil directeur en septembre 2020.
- d) **Modalités de travail** : les travaux du GTEM seront menées entièrement par des moyens virtuels, y compris, mais sans s'y limiter, des réunions virtuelles et des communications par courrier électronique. Une « procédure écrite d'approbation tacite » sera utilisée (c'est-à-dire, l'absence de réponse dans un délai donné vaut approbation) afin d'accélérer les résultats. Un site SharePoint dédié sera créé pour gérer tous les documents écrits associés aux travaux du GTEM.
- e) **Résultats escomptés** :
- i. Fournir en temps utile des contributions à la Directrice ou à ses représentants concernant les révisions proposées aux priorités stratégiques de l'OPS telles qu'elles ont été définies précédemment dans le budget programme 2020-2021 de l'Organisation panaméricaine de la Santé et le Plan stratégique 2020-2025 de l'Organisation panaméricaine de la Santé.
 - ii. Fournir un rapport écrit au 58^e Conseil directeur détaillant les délibérations du GTEM et formulant des recommandations à l'intention du Conseil directeur concernant les priorités stratégiques révisées pour la période biennale 2020-2021.

(Deuxième réunion, le 29 mai 2020)

Décisions

CESS1(D1) Adoption de l'ordre du jour

Conformément à l'article 9 du Règlement intérieur du Comité exécutif, le Comité a adopté l'ordre du jour présenté par la Directrice (document CESS1/1).

(Première réunion, le 29 mai 2020)

EN FOI DE QUOI, le Président du Comité exécutif, le délégué de la Barbade, et le Secrétaire de droit, la Directrice du Bureau sanitaire panaméricain, signent le présent Rapport final en langue anglaise

FAIT à Washington, D.C., États-Unis d'Amérique, en ce vingt-neuvième jour de mai de l'année deux mille vingt. Le Secrétaire déposera les textes originaux dans les archives du Bureau sanitaire panaméricain. Le rapport final sera publié sur le site web de l'Organisation panaméricaine de la Santé une fois qu'il sera approuvé par le Président.

Jeffrey D. Bostic
Président de la session spéciale
du Comité exécutif
Délégué de la Barbade

Carissa Etienne
Secrétaire de droit de la
session spéciale du Comité exécutif
Directrice du
Bureau sanitaire panaméricain

Annexe A

ORDRE DU JOUR

- 1. OUVERTURE DE LA SESSION**
 - 2. QUESTIONS RELATIVES AU RÈGLEMENT**
 - 2.1 Adoption de l'ordre du jour et du programme des réunions
 - 3. QUESTIONS RELATIVES À LA POLITIQUE DES PROGRAMMES**
 - 3.1 Situation financière actuelle et ajustements des priorités stratégiques de l'Organisation panaméricaine de la Santé
 - 4. QUESTIONS ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES**
 - 4.1 Prêt d'urgence de la part du Fonds renouvelable pour l'accès aux vaccins au Fonds renouvelable régional pour les fournitures stratégiques de santé publique
 - 5. AUTRES QUESTIONS**
 - 6. CLÔTURE DE LA SESSION**
-

Annexe B

LISTE DES DOCUMENTS

Documents de travail

CESS1/1	Adoption de l'ordre du jour
CESS1/2	Situation financière actuelle et ajustements des priorités stratégiques de l'Organisation panaméricaine de la Santé
CESS1/3	Prêt d'urgence de la part du Fonds renouvelable pour l'accès aux vaccins au Fond renouvelable régional pour les fournitures stratégiques de santé publique

Annexe C

**LIST OF PARTICIPANTS/LISTA DE PARTICIPANTES
OFFICERS / MESA DIRECTIVA**

President / Presidente:	Lt. Col. The Hon. Jeffrey D. Bostic (Barbados)
Vice-President / Vicepresidente:	Ms. Rachel Owen (United States of America)
Rapporteur / Relator:	Lic. Martha Leticia Caballero Abraham (Mexico)

MEMBERS OF THE EXECUTIVE COMMITTEE / MIEMBROS DEL COMITÉ EJECUTIVO

BARBADOS

Chief Delegate – Jefe de Delegación

Lt. Col. The Hon. Jeffrey D. Bostic
Minister of Health and Wellness
Ministry of Health and Wellness
St. Michael

Delegates – Delegados

Dr. Anton Best
Chief Medical Officer (ag)
Ministry of Health and Wellness
St. Michael

CANADA/CANADÁ

Chief Delegate – Jefe de Delegación

Mr. Michael Pearson
Branch Head
Office of International Affairs for the
Health Portfolio
Health Canada, Ottawa

Delegates – Delegados

His Excellency Hugh Adsett
Ambassador, Permanent Representative of
Canada to the Organization of American
States
Washington, D.C.

CANADA/CANADÁ (cont.)

Delegates – Delegados (cont.)

Mr. Nicolas Palanque
Director, Multilateral Relations Division
Office of International Affairs for the
Health Portfolio
Government of Canada, Ottawa

Ms. Lucero Hernandez
Manager, Multilateral Relations Division
Office of International Affairs for the
Health Portfolio
Government of Canada, Ottawa

Ms. Monica Palak
Senior Policy Analyst
Multilateral Relations Division
Office of International Affairs for the
Health Portfolio
Government of Canada, Ottawa

Ms. Karly Ann Perron
Program Officer
Official Delegations and Strategic
Integration Division
Office of International Affairs for the
Health Portfolio
Government of Canada, Ottawa

Ms. Charlotte McDowell
Senior Development Officer and Alternate
Representative of Canada to the
Organization of American States
Washington, D.C.

MEMBERS OF THE EXECUTIVE COMMITTEE / MIEMBROS DEL COMITÉ EJECUTIVO (cont.)

COSTA RICA

Chief Delegate – Jefe de Delegación

Sra. Alejandra Acuña Navarro
Viceministra de Salud
Ministerio de Salud
San José

Delegates – Delegados

Excma. Sra. Montserrat Solano Carboni
Embajadora, Representante Permanente
de Costa Rica ante la Organización de los
Estados Americanos
Washington, D.C.

Sra. Adriana Salazar Ganzález
Jefe de Asuntos Internacionales en Salud
Ministerio de Salud
San José

Sr. Antonio Alarcón Zamora
Ministro Consejero, Representante Alterno
de Costa Rica ante la Organización de los
Estados Americanos
Washington, D.C.

ECUADOR

Chief Delegate – Jefe de Delegación

Dr. Xavier Solórzano Salazar
Viceministro de Gobernanza y Vigilancia
de la Salud
Ministerio de Salud Pública
Quito

Delegates – Delegados

Excmo. Sr. Carlos Jativa Naranjo
Embajador, Representante Permanente de
Ecuador ante la Organización de los
Estados Americanos
Washington, D.C.

ECUADOR (cont.)

Delegates – Delegados (cont.)

Sr. Carlos Jaramillo Van Denzen
Subsecretario Nacional de Provisión de los
Servicios de Salud
Ministerio de Salud Pública
Quito

Sra. Mireya Muñoz Mera
Subsecretaria de Asuntos Multilaterales.
Ministerio de Relaciones Exteriores
y Movilidad Humana
Quito

Dr. Fernando Jácome Gavilanez
Director Nacional de Cooperación
y Relaciones Internacionales
Ministerio de Salud Pública
Quito

Sr. Marco Ponce
Ministro, Representante Alterno de
Ecuador ante la Organización de los
Estados Americanos
Washington, D.C.

Sr. Rafael Tamayo Rodriguez
Asesor del Despacho Ministerial
Ministerio de Salud Pública
Quito

Sra. Luisa Noboa Paz y Miño
Analista de Cooperación y Relaciones
Internacionales
Ministerio de Salud
Quito

Sr. Martín Tamayo
Analista Legal
Dirección del Sistema Interamericano
Ministerio de Relaciones Exteriores y
Movilidad Humana
Quito

MEMBERS OF THE EXECUTIVE COMMITTEE / MIEMBROS DEL COMITÉ EJECUTIVO (cont.)

HAITI/HAÏTÍ

Chief Delegate – Jefe de Delegación

Dr Reynold Grand-Pierre
Directeur de la Sante de la Famille
Ministère de la Santé publique et
de la Population
Port-au-Prince

Delegates – Delegados

Dr Jean Patrick Alfred
Directeur de l'Unité de Planification
Ministère de la Santé publique et
de la Population
Port-au-Prince

Dr Yves Gaston Deslouches
Directeur Adjoint de Cabinet
Ministère de la Santé publique et
de la Population
Port-au-Prince

Dr Jhonny Calonges
Directeur de l'Unité de Contractualisation
Ministère de la Santé publique et
de la Population
Port-au-Prince

MEXICO/MÉXICO

Chief Delegate – Jefe de Delegación

Mtro. Marcos Cantero Cortés
Titular de la Unidad de Analisis Económico
Secretaría de Salud
México, D.F.

Delegates – Delegados

Excma. Sra. Luz Elena Baños Rivas
Embajadora, Representante Permanente de
México ante la Organización de los
Estados Americanos
Washington, D.C.

Lic. Martha Leticia Caballero Abraham
Encargada de la Dirección General de
Relaciones Internacionales
Secretaría de Salud
México, D.F.

MEXICO/MÉXICO (cont.)

Delegates – Delegados (cont.)

Dr. Ricardo Cortés Alcalá
Director General de Promoción de la Salud
Secretaría de Salud
México, D.F.

Dra. Elsa Ladrón de Guevara
Directora General de Evaluación del
Desempeño
Secretaría de Salud
México, D.F.

Dr. Joaquín Molina Leza
Instituto de Salud para el Bienestar
Secretaría de Salud
México, D.F.

Mtra. Araceli Camacho Cairez
Directora de Políticas de Aseguramiento
en Salud
Secretaría de Salud
México, D.F.

Dra. Georgina Rodríguez Elizondo
Dirección General de Promoción
de la Salud
Secretaría de Salud
México, D.F.

Mtra. Mirna Hebrero Martínez
Directora de Evaluación de Servicios
de Salud
Secretaría de Salud
México, D.F.

Lic. Jose Gustavo Valle Mendoza
Subdirector de Gestión Interamericana
Secretaría de Salud
México, D.F.

Lic. Zulema Guerra Carpio
Jefa del Departamento para el Sistema
Interamericano
Secretaría de Salud
México, D.F.

MEMBERS OF THE EXECUTIVE COMMITTEE / MIEMBROS DEL COMITÉ EJECUTIVO (cont.)

MEXICO/MÉXICO (cont.)

Delegates – Delegados (cont.)

Lic. Maite Narváez Abad
Segunda Secretaria, Representante Alternativa
de México ante la Organización de los
Estados Americanos
Washington, D.C.

PERU/PERÚ

Chief Delegate – Jefe de Delegación

Dr. Victor Cuba Oré
Director de la Oficina General de
Cooperación Técnica Internacional
Ministerio de Salud
Lima

Delegates – Delegados

Dra. Sonia Hilser Vicuña
Ejecutiva Adjunta de la Oficina General de
Cooperación Técnica Internacional
Ministerio de Salud
Lima

Sr. José Marcos Rodríguez
Ministro Consejero, Representante Alternativo
de Perú ante la Organización de los
Estados Americanos
Washington, D.C.

**UNITED STATES OF AMERICA/ESTADOS
UNIDOS DE AMÉRICA**

Chief Delegate – Jefe de Delegación

Mr. Colin McIlff
Deputy Director
Office of Global Affairs
Department of Health and Human Services
Washington, D.C.

Delegates – Delegados

Mr. Garrett Grigsby
Director
Office of Global Affairs
Department of Health and Human Services
Washington, D.C.

**UNITED STATES OF AMERICA/ESTADOS
UNIDOS DE AMÉRICA (cont.)**

Delegates – Delegados (cont.)

Ms. Margaret Bond
Director of Economic and
Development Affairs
Bureau of International Organization Affairs
Department of State
Washington, D.C.

Ms. Mara Burr
Director, Multilateral Relations
Office of Global Affairs
Department of Health and Human Services
Washington, D.C.

Mr. Ted Faris
Deputy Director
Office of Management, Policy, and
Resources
Bureau of International Organization Affairs
Department of State
Washington, D.C.

Mr. James Miller
Deputy Director of Economic and
Development Affairs
Bureau of International Organization Affairs
Department of State
Washington, D.C.

Ms. Amy Norris
Senior Health Advisor
Bureau of International Organization Affairs
Department of State
Washington, D.C.

Mr. Larry Wright
Management Specialist
Office of Management, Policy, and
Resources
Bureau of International Organization Affairs
Department of State
Washington, D.C.

Mr. Nelson Arboleda
Director, Americas Office
Office of Global Affairs
Department of Health and Human Services
Washington, D.C.

MEMBERS OF THE EXECUTIVE COMMITTEE / MIEMBROS DEL COMITÉ EJECUTIVO (cont.)

UNITED STATES OF AMERICA/ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA (cont.)

Delegates – Delegados (cont.)

Ms. Krycia Cowling
Global Health Officer, Multilateral Relations
Office of Global Affairs
Department of Health and Human Services
Washington, D.C.

Ms. MacKenzie Klein
Global Health Officer
Department of Health and Human Services
Washington, D.C.

Ms. Gabrielle Lamourelle
Deputy Director, Multilateral Relations
Office of Global Affairs
Department of Health and Human Services
Washington, D.C.

Ms. Leandra Olson
Senior Global Health Officer, Multilateral
Relations
Office of Global Affairs
Department of Health and Human Services
Washington, D.C.

Ms. Rachel Wood
Global Health Officer
Office of Global Affairs
Department of Health and Human Services
Washington, D.C.

UNITED STATES OF AMERICA/ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA (cont.)

Delegates – Delegados (cont.)

Mr. Joshua Hodges
Senior Deputy Assistant Administrator
Bureau for Latin America and the Caribbean
U.S. Agency for International Development
Washington, D.C.

Ms. Rachel Owen
Health Advisor
Office of Economic and Development
Assistance
Bureau of International Organization Affairs
Department of State
Washington, D.C.

Ms. Monique Wubbenhorst
Deputy Assistant Administrator
Bureau for Global Health
Agency for International Development
Washington, D.C.

Ms. Meghan Holohan
Senior Analyst
Bureau for Policy, Planning and Learning
Agency for International Development
Washington, D.C.

**OTHER MEMBERS NOT SERVING IN THE EXECUTIVE COMMITTEE/
OTROS MIEMBROS QUE NO FORMAN PARTE DEL COMITÉ EJECUTIVO**

ANTIGUA AND BARBUDA/ANTIGUA Y BARBUDA

Hon. Molwyn Morgorson Joseph, MP
Minister of Health, Wellness, and the
Environment
Ministry of Health, Wellness, and the
Environment
St. John's

ANTIGUA AND BARBUDA/ANTIGUA Y BARBUDA (cont.)

Dr. Rhonda Sealey-Thomas
Chief Medical Officer
Ministry of Health, Wellness, and the
Environment
St. John's

**OTHER MEMBERS NOT SERVING IN THE EXECUTIVE COMMITTEE/
OTROS MIEMBROS QUE NO FORMAN PARTE DEL COMITÉ EJECUTIVO (cont.)**

ARGENTINA

Sra. Carla Moretti
Directora Nacional de Relaciones
Internacionales
Ministerio de Salud
Buenos Aires

Sr. Alejandro Zubieta
Asesor de la Dirección de Relaciones
Sanitarias Internacionales
Ministerio de Salud
Buenos Aires

Sra. Georgina Grigioni
Asesora, Dirección Nacional de Relaciones
Internacionales
Ministerio de Salud
Buenos Aires

Sra. Maria Lorena Capra
Consejera, Representante Alternativa de
Argentina ante la Organización de los
Estados Americanos
Washington, D.C.

BAHAMAS

Dr. Pearl McMillan
Chief Medical Officer
Ministry of Health
Nassau

**BOLIVIA (PLURINATIONAL STATE OF/
ESTADO PLURINACIONAL DE)**

Sr. Erick Foronda
Secretario Privado de la Presidencia
Presidencia de la República
Estado Plurinacional de Bolivia

Sr. Ramiro Ignacio Jauregui
Ministro Consejero, Representante Alternativo
de Bolivia ante la Organización de los
Estados Americanos
Washington, D.C.

**BOLIVIA (PLURINATIONAL STATE OF/
ESTADO PLURINACIONAL DE) (cont.)**

Sr. Mr. Juan Carlos Natusch
Segundo Secretario, Representante Alternativo
de Bolivia ante la Organización de los
Estados Americanos
Washington, D.C.

BRAZIL/BRASIL

Excmo. Fernando Simas Magalhães
Embaixador, Representante Permanente de
Brasil junto à Organização dos Estados
Americanos
Washington, D.C.

Sr. Gabriel Boff Moreira
Ministro-Conselheiro, Representante
Alternativo do Brasil junto à Organização dos
Estados Americanos
Washington, D.C.

Sra. Fernanda Torres
Chefe, interina, da Assessoria Especial
para Assuntos Internacionais de Saúde
Ministério da Saúde
Brasília

Sr. Carlos Fernando Gallinal Cuenca
Conselheiro, Representante Alternativo
do Brasil junto à Organização dos
Estados Americanos
Washington, D.C.

Sra. Maria Clara de Paula Tusco
Primeira-Secretária, Representante Alternativa
do Brasil junto à Organização dos
Estados Americanos
Washington, D.C.

Sra. Indiara Meira Gonçalves
Assessora para Assuntos Multilaterais
Ministério da Saúde
Brasília

**OTHER MEMBERS NOT SERVING IN THE EXECUTIVE COMMITTEE/
OTROS MIEMBROS QUE NO FORMAN PARTE DEL COMITÉ EJECUTIVO (cont.)**

CHILE

Dr. Francisco Adriazola
Coordinador de Asuntos Internacionales
Ministerio de Salud
Santiago

Dr. Patricio Muñoz
Asesor, Oficina de Cooperación y Asuntos
Internacionales
Ministerio de Salud
Santiago

Sra. Daniela Guzmán Gómez
Profesional, Oficina de Cooperación y
Asuntos Internacionales
Santiago

Sra. Macarena Sarras
Profesional, Ministerio de Relaciones
Exteriores
Santiago

COLOMBIA

Sr. Luis Alexander Moscoso
Viceministro de Salud Pública y Prestación
de Servicios
Ministerio de Salud y Protección Social
Bogotá

Excmo. Sr. Alejandro Ordoñez
Embajador, Representante Permanente de
Colombia ante la Organización de los
Estados Americanos
Washington, D.C.

Sr. Lucas Gómez
Director de Asuntos Económicos Sociales
y Ambientales
Ministerio de Relaciones Exteriores
Bogotá

Sra. Adriana Maldonado
Ministra Consejera, Representante
Alternativa de Colombia ante la Organización
de los Estados Americanos
Washington, D.C.

COLOMBIA (cont.)

Sra. Paola Bernal
Coordinadora de Cooperación y Relaciones
Internacionales
Ministerio de Salud y Protección Social
Bogotá

Sra. Ximena Valdivieso
Coordinadora de Asuntos Sociales
Dirección de Asuntos Económicos, Sociales
y Ambientales
Ministerio de Relaciones Exteriores
Bogotá

Sra. Grecia Umbarila
Asesora, Grupo de Cooperación y
Relaciones Internacionales
Ministerio de Salud y Protección Social
Bogotá

Sr. Luis Hincapié
Asesor, Coordinación de Asuntos Sociales
Dirección de Asuntos Económicos, Sociales
y Ambientales
Ministerio de Relaciones Exteriores
Bogotá

CUBA

Dra. Evelyn Martínez Cruz
Jefa del Departamento de Organismos
Internacionales
Dirección de Relaciones Internacionales
Ministerio de Salud Pública
La Habana

Dr. Néstor Marimón Torres
Director Nacional de Relaciones
Internacionales y Cooperación
Ministerio de Salud Pública
La Habana

DOMINICA

Hon. Dr. Irving McIntyre
Minister for Health, Wellness and
New Health Investment
Ministry of Health, Wellness and
New Health Investment
Roseau

**OTHER MEMBERS NOT SERVING IN THE EXECUTIVE COMMITTEE/
OTROS MIEMBROS QUE NO FORMAN PARTE DEL COMITÉ EJECUTIVO (cont.)**

DOMINICA (cont.)

Ms. Barbara Dailey
Permanent Secretary
Ministry of Foreign Affairs, International
Business and Diaspora Relations
Roseau

Ms. Judith-Anne Rolle
First Secretary, Alternate Representative of
the Commonwealth of Dominica to the
Organization of American States
Washington, D.C.

**DOMINICAN REPUBLIC/REPÚBLICA
DOMINICANA**

Dr. Rafael Sánchez Cárdenas
Ministro de Salud
Ministerio de Salud Pública
Santo Domingo

Dr. Adrian Puello Guerrero
Viceministro de Salud Colectiva
Ministerio de Salud Pública
Santo Domingo

Lic. Luis Ramón Cruz Holguín
Director de Planificación Institucional
Ministerio de Salud Pública
Santo Domingo

EL SALVADOR

Sr. Ronald Perez
Director de Apoyo a la Gestión
Ministerio de Salud
San Salvador

GRENADA/GRANADA

Hon. Nickolas Steele
Minister of Health, Social Security and
International Business
Ministry of Health, Social Security and
International Business
St. George's

GRENADA/GRANADA (cont.)

Dr. Martin Francis
Chief Medical Officer
Ministry of Health, Social Security and
International Business
St. George's

GUATEMALA

Excma. Sra. Rita Claverie de Scioli
Embajadora, Representante Permanente
de Guatemala ante la Organización de los
Estados Americanos
Washington, D.C.

Sr. Mauricio R. Benard Estrada
Consejero, Representante Alterno
de Guatemala ante la Organización de los
Estados Americanos
Washington, D.C.

GUYANA

Hon. Ms. Volda Lawrence
Minister of Public Health
Ministry of Public Health
Georgetown

Dr. Shamdeo Persaud
Chief Medical Officer
Ministry of Public Health
Georgetown

Dr. Ertenisa Hamilton
Director, Primary Health Care
Ministry of Public Health
Georgetown

HONDURAS

Lcda. Claudia Quiróz
Asesora Técnica
Secretaría de Salud
Tegucigalpa

**OTHER MEMBERS NOT SERVING IN THE EXECUTIVE COMMITTEE/
OTROS MIEMBROS QUE NO FORMAN PARTE DEL COMITÉ EJECUTIVO (cont.)**

JAMAICA

Mr. Dunstan E. Bryan
Permanent Secretary
Ministry of Health
Kingston

Dr. Jacqueline Bisasor McKenzie
Chief Medical Officer
Ministry of Health
Kingston

Ms. Ava-Gay Timberlake
Director, International Cooperation in Health
Ministry of Health
Kingston

Dr. Christina Edwards
International Relations Officer
Ministry of Health
Kingston

NICARAGUA

Excmo. Sr. Luis E. Alvarado Ramírez
Embajador, Representante Alterno de
Nicaragua ante la Organización de los
Estados Americanos
Washington, D.C.

Sr. Arturo McFields
Primer Secretario, Representante Alterno
de Nicaragua ante la Organización de los
Estados Americanos
Washington, D.C.

PANAMA/PANAMÁ

Dra. Rosario Turner
Ministra de Salud
Ministerio de Salud
Ciudad de Panamá

Dra. Nadja Porcell Iglesia
Directora General de Salud
Ministerio de Salud
Ciudad de Panamá

PANAMA/PANAMÁ (cont.)

Lic. Thays Noriega
Directora de Asuntos Internacionales y
Cooperación Técnica
Ministerio de Salud
Ciudad de Panamá

Sr. Luis Garrido
Asesor del Despacho Superior
Ministerio de Salud
Ciudad de Panamá

PARAGUAY

Dr. Julio Mazzoleni Insfrán
Ministro de Salud Pública y
Bienestar Social
Ministerio de Salud Pública y
Bienestar Social
Asunción

Dr. César Monzón
Director Técnico
Ministerio de Salud Pública y
Bienestar Social
Asunción

SAINT KITTS AND NEVIS

Mrs. Stapleton-Harris
Permanent Secretary
Ministry of Health, ICT, Entertainment,
Entrepreneurship and Talent
Development
Basseterre

Hon. Hazel Brandy Williams
Junior Minister of Health
Nevis Island Administration
Basseterre

SAINT LUCIA/SANTA LUCÍA

Dr. Joseph Glensford
Medical Officer of Health
Ministry of Health and Wellness
Waterfront, Castries

**OTHER MEMBERS NOT SERVING IN THE EXECUTIVE COMMITTEE/
OTROS MIEMBROS QUE NO FORMAN PARTE DEL COMITÉ EJECUTIVO (cont.)**

**SAINT VINCENT AND THE GRENADINES/
SAN VICENTE Y LAS GRANADINAS**

Hon. Robert Browne
Minister of Health, Wellness and the
Environment
Ministry of Health, Wellness and the
Environment
Kingstown

SURINAME

Dr. Robert Mohamed
Acting Deputy Director of Health
Ministry of Health
Paramaribo

Mr. Georgian Singorawi
Deputy Director Financial Services
Ministry of Health
Paramaribo

Mrs. Saskia Bleau
Acting Head of the Planning, Monitoring
and Evaluation Department
Ministry of Health
Paramaribo

Mrs. Jessica van Ams
Acting Head of the International Relations
Department
Ministry of Health
Paramaribo

Mr. Earl Amelo
Official at the International Relations
Department
Ministry of Health
Paramaribo

Ms. Xiomara Starke
Official at the International Relations
Department
Ministry of Health
Paramaribo

**TRINIDAD AND TOBAGO/TRINIDAD Y
TABAGO**

Mr. Asif Ali
Acting Permanent Secretary
Ministry of Health
Port-of-Spain

Ms. Anita Sohan
Director, International Cooperation Desk
Ministry of Health
Port-of-Spain

URUGUAY

Dr. Daniel Salinas
Ministro de Salud Pública
Ministerio de Salud Pública
Montevideo

Sr. Franco Alaggia
Director, Relaciones Internacionales
Ministerio de Salud Pública
Montevideo

Sr. Miguel Asqueta
Director General de la Salud
Ministerio de Salud Pública
Montevideo

Sr. José Luis Satdjian
Subsecretario
Ministerio de Salud Pública
Montevideo

**VENEZUELA (BOLIVARIAN REPUBLIC OF/
REPÚBLICA BOLIVARIANA DE)**

Dr. Carlos Humberto Alvarado
Ministro
Ministerio del Poder Popular para la Salud
Caracas

Dra. Marisela Bermúdez
Viceministra de Redes de Salud Colectiva
Ministerio del Poder Popular para la Salud
Caracas

**OTHER MEMBERS NOT SERVING IN THE EXECUTIVE COMMITTEE/
OTROS MIEMBROS QUE NO FORMAN PARTE DEL COMITÉ EJECUTIVO (cont.)**

**VENEZUELA (BOLIVARIAN REPUBLIC OF/
REPÚBLICA BOLIVARIANA DE) (cont.)**

Lic. Julio Colmenares Corona
Coordinador de Organismos Multilaterales
Ministerio del Poder Popular para la Salud
Caracas

OBSERVER STATES / ESTADOS OBSERVADORES

PORTUGAL

Sr. Nuno Fernandes-Thomaz
Embajada de Portugal
Washington, D.C.

SPAIN/ESPAÑA (cont.)

Sra. Dña. Concepción Figueroa
Observadora Permanente Adjunta de
España ante la Organización de los
Estados Americanos
Washington, D.C.

SPAIN/ESPAÑA

Sra. Dña. Carmen Montón
Embajadora, Observadora Permanente de
España ante la Organización de los
Estados Americanos
Washington, D.C.

SPECIAL GUESTS / INVITADOS ESPECIALES

**PAHO Audit Committee/
Comité de Auditoría de la OPS**

Mr. Martin Guozden

**PAN AMERICAN SANITARY BUREAU/
OFICINA SANITARIA PANAMERICANA**

**Director and Secretary ex officio of the
Executive Committee/Directora y
Secretaria ex officio del Comité Ejecutivo**

Dr. Carissa F. Etienne

**Advisors to the Director/
Asesores de la Directora**

Ms. Mary Lou Valdez
Deputy Director
Directora Adjunta

**Advisors to the Director/
Asesores de la Directora (cont.)**

Dr. Jarbas Barbosa Da Silva Jr.
Assistant Director
Subdirector

Mr. Gerald Anderson
Director of Administration
Director de Administración

**PAN AMERICAN SANITARY BUREAU/
OFICINA SANITARIA PANAMERICANA (cont.)**

**Advisors to the Director/
Asesores de la Directora (cont.)**

Dr. Heidi Jimenez
Legal Counsel, Office of the
Legal Counsel
Asesora Legal, Oficina del Asesor
Jurídico

Ms. Mônica Zaccarelli Davoli
Senior Advisor, Governing Bodies Office
Asesora Principal, Oficina de los Cuerpos
Directivos
